



## **Nos vies valent plus que leurs profits! Un autre monde est possible !**

*Plateforme 2007*

*A Gauche toute ! / Linke Alternative*

Nous, militants-es de diverses sensibilités et formations politiques de la gauche de transformation sociale, constatons, qu'après plus de vingt ans de politiques néolibérales, en Suisse comme dans le monde, les inégalités sociales n'ont cessé de s'approfondir. La majorité de la population dispose d'une part de plus en plus réduite de la fortune et des revenus. Dans ces conditions, l'insécurité sociale, la peur du lendemain et le sentiment d'impuissance ne cessent de croître.

C'est dans ce contexte que nous appelons à la constitution d'une alliance électorale nationale appelée «A GAUCHE TOUTE !».

Dans la perspective des élections fédérales de 2007, nous voulons faire entendre une voix d'opposition qui rompe avec le consensus mou dans lequel se laissent enfermer le Parti socialiste et les Verts. Nous ne sommes certes pas d'accord entre nous sur tout, mais défendons ensemble des priorités essentielles.

Ensemble nos organisations ont mené des combats convergents au cours de ces dernières années: contre les bas salaires, la précarité et le chômage; pour les droits des femmes; contre le démantèlement des assurances sociales et des services publics; pour une politique fiscale fortement redistributive et non dégressive; contre la xénophobie, le racisme et l'homophobie; pour la défense de l'environnement; contre le militarisme et la guerre; pour une politique active d'aide au développement.

En rassemblant l'ensemble de ses forces autour de dix priorités, « A GAUCHE TOUTE ! » vise à faire émerger un pôle national, résolu à lutter contre un système dont les mécanismes sont destructeurs, au quotidien, pour la très grande majorité des celles et ceux qui vivent sur cette planète, un système qui met en cause - de catastrophes écologiques en catastrophes militaires - la survie même de l'humanité.

### **1. Agir contre la précarisation des conditions de travail**

*Dans ce sens, nous défendons :*

- un salaire minimum légal de Fr. 3500 net par mois, indexé au coût de la vie.
- l'interdiction de tous les licenciements collectifs dans les entreprises qui réalisent des bénéfices.
- le renforcement de la protection contre les licenciements et la réintégration à leur place de travail des salarié-e-s licenciés abusivement.
- la pleine reconnaissance des droits syndicaux sur les lieux de travail
- un renforcement de l'interdiction du travail de nuit et du dimanche.
- la réduction de la durée hebdomadaire du travail à 35 heures sans baisse de salaires.

- l'introduction d'une assurance perte de gain maladie obligatoire couvrant l'incapacité de travail pendant une durée de 720 jours sur une période de 900 jours.
- la création d'emplois, en particulier pour les jeunes, dans des secteurs d'utilité publique: énergies renouvelables, environnement, santé, social.

## **2. Agir contre le démantèlement des assurances sociales**

*Dans ce sens nous luttons pour :*

- un renforcement de l'AVS pour qu'elle garantisse des rentes permettant de vivre dignement.
- une diminution de l'âge de la retraite à 60 ans pour les femmes et pour les hommes
- une caisse nationale unique de prévoyance professionnelle gérée par les pouvoirs publics
- le renforcement de l'Assurance Invalidité pour garantir des rentes à toutes celles et ceux dont la santé psychique ou physique ne permet pas d'occuper un emploi
- un refinancement de l'AI à hauteur des besoins réels, sans recours à la TVA, mais en mettant à contribution plus fortement les employeurs
- le renforcement de l'assurance-chômage, avec notamment le retour à des indemnités de chômage d'une durée de 520 jours pour tous et toutes
- une assurance-maladie financée selon le système de l'AVS

## **3. Agir pour une imposition plus équitable**

*Nous voulons:*

- un impôt fédéral sur les successions des multimillionnaires.
- l'harmonisation fiscale afin de supprimer la sous-enchère fiscale qui ne profite qu'aux riches.
- la suppression des forfaits fiscaux.
- un impôt fédéral sur les transactions boursières et le rétablissement du droit de timbre.
- une imposition intégrale des dividendes des actionnaires.
- le maintien et le renforcement de l'IFD comme alternative à toute augmentation de la TVA antisociale et dégressive.
- la suppression du secret bancaire et une lutte renforcée contre la fraude fiscale organisée à grande échelle.

## **4. Agir pour la défense et le renforcement des services publics**

*Nous nous prononçons :*

- pour le maintien et contre toutes les formes de privatisation des services publics et de sous-traitance qui remettent en cause la qualité des prestations de services publics et détériorent les conditions de travail de celle et ceux qui y travaillent.
- pour l'extension de la gratuité dans le domaine des prestations publiques de base, santé, formation, transports publics urbains... Pour le bien commun, il est indispensable de soustraire l'ensemble des services publics à la marchandisation et à la logique des profits: eau, énergie, transports collectifs doivent être l'objet d'un contrôle public démocratique
- contre une médecine à deux vitesses et contre une école toujours plus sélective socialement.

- pour que le sol devienne un bien commun, les collectivités publiques doivent en avoir la maîtrise. Pour une aide publique massive à la construction de logements à des prix abordables et dans des immeubles respectueux des normes de protection de l'environnement, en particulier en matière de gaspillage énergétique
- la Suisse doit se déclarer zone hors-AGCS.

## **5. Agir contre le racisme et pour les droits des immigré-e-s**

*Nous sommes:*

- pour le droit de vote et d'éligibilité pour tous ceux qui vivent en Suisse après cinq ans de résidence.
- pour un droit à la naturalisation après cinq ans de résidence et l'acquisition automatique de la nationalité pour toutes celles et ceux nés en Suisse.
- pour la régularisation collective de toutes les personnes sans statut légal.
- contre toute forme de racisme et de discrimination, en particulier à l'égard des musulmans, des Noirs et des personnes originaires des Balkans. Pour une législation fédérale qui interdise la discrimination, notamment à l'embauche.
- pour une politique d'immigration sans discrimination selon l'origine nationale ou de la qualification.
- pour la défense du droit d'asile: contre la politique de non entrée en matière (NEM)

## **6. Agir pour l'égalité des droits des femmes**

*Nous exigeons:*

- l'égalité des droits entre femmes et hommes à tous les niveaux et leur mise en œuvre dans les faits, en particulier dans la vie professionnelle et publique.
- une priorité absolue à la réalisation dans les faits de l'égalité salariale entre femmes et hommes
- un renforcement des dispositions légales réprimant les violences faites aux femmes, par une loi-cadre alliant prévention et soutien aux victimes.
- appui à toutes les mesures qui contribuent à faire progresser la prise en charge collective et le partage égale des tâches ménagères et éducatives entre femmes et hommes (en particulier les crèches et structures d'accueil de la petite enfance).

## **7. Agir pour la paix et la solidarité internationale**

*Nous nous engageons:*

- pour la suppression de l'armée et le refus de tous les budgets et crédits militaires.
- pour l'interdiction d'exporter du matériel de guerre.
- pour l'interdiction de toute utilisation de l'armée à des tâches de maintien de l'ordre.
- pour la rupture de tous les accords de coopération militaire de la Suisse, notamment ceux conclus avec l'OTAN, les pays de l'UE ou l'Etat d'Israël.
- pour un engagement international de la Suisse contre toutes les guerres et pour le retrait des troupes d'occupations et le démantèlement de toutes les bases militaires à l'étranger.

- pour une annulation de la dette de tous les pays du Sud due à l'Etat et à la place financière helvétique. Non au blanchiment en Suisse de l'argent sale des narcotrafiquants et des dictatures du monde entier.
- pour la suppression de la garantie du risque à l'exportation.
- pour une aide publique au développement à hauteur de 1% du PIB.

## **8. Agir pour un changement de cap radical dans notre rapport à l'environnement**

*Nous refusons la fuite en avant technocratique et productiviste comme solution aux problèmes environnementaux actuels et futurs :*

- refus du principe du "droit à polluer" (bourse au CO2)
- favoriser le ferroutage
- programme national d'économie d'énergie dans les logements
- gratuité des transports publics, avec en priorité la gratuité de l'abonnement général CFF pour les jeunes jusqu'à 25 ans (ou les jeunes en formation)
- transfert des budgets de construction de nouvelles centrales nucléaires aux énergies renouvelables

## **9. Agir pour une agriculture socialement et écologiquement responsable**

*Nous voulons lutter pour :*

- le refus de la production, importation et vente d'aliments OGM sur le sol helvétique.
- la promotion d'une agriculture locale par une taxation progressive des aliments selon les km parcourus (ou le bilan CO2 généré par leur importation)
- promouvoir la vente directe du producteur au consommateur
- le refus de la spéculation foncière, de l'agriculture industrielle et de l'exode rural, promu par le PA2011
- le maintien des emplois agricoles et leur revalorisation aux conditions usuelles en Suisse. Nous voulons que l'emploi agricole soit soumis à la loi sur le travail et que les conditions de travail minimales soient les mêmes dans toute la Suisse.
- la promotion de meilleures conditions d'élevage et de transport des animaux

## **10. Agir pour garantir une formation de qualité à toutes et tous**

*Nous luttons :*

- contre la privatisation de l'école publique et la mise en concurrence des universités
- pour un revenu minimum garanti de 1500 Fr. pour tous les jeunes en formation jusqu'à 25 ans.
- pour un développement des écoles professionnelles et la création de places d'apprentissage dans toutes les collectivités publiques
- mise en place de fonds publics, au niveau fédéral et cantonal, pour la formation professionnelle dans le but de favoriser la création de places d'apprentissage
- pour la suppression des taxes universitaires ainsi que de toutes les taxes et frais d'inscription dans les filières de formation